

Emmanuel JACQUES



Comprendre la Crise Islandaise

L'Islande est un pays merveilleux aux confins du plateau continental européen, au nord de l'Ecosse. Sa population de seulement 330.000 habitants aujourd'hui (beaucoup moins il y a cinquante ans) était pauvre et vivait en autarcie de la pêche.

Son principal handicap était en effet son isolement géographique.

Cependant, le développement des transports maritimes et aériens après la deuxième guerre mondiale et l'abaissement des droits de douane dans le monde développé, lui a permis d'exporter sa production. Ainsi, un bien être matériel relatif est né de la faculté offerte aux islandais de sortir de leur isolement depuis les années cinquante.

Ce bien être s'est traduit dans le taux de fécondité de l'après guerre.

Aujourd'hui, la moyenne d'âge de la population de l'Islande n'est que de 37 ans !

L'Islande a consenti un effort considérable d'éducation et de formation de sa population à la faveur de l'élévation de son niveau de vie.

Ainsi, lorsque la révolution technologique de l'économie numérique est apparue, la nouvelle génération issue du baby boom de l'après guerre, formée dans l'excellence éducative et l'ouverture sur le monde, a profité pleinement de l'effet de démultiplication que confèrent l'informatique et l'Internet.

L'adhésion de l'Islande à l'espace économique européen en 1994, l'a arrimée définitivement à l'Europe tout en lui offrant un nouvel espace de liberté d'entreprendre.

En ce début des années quatre vingt dix, cette nouvelle génération enthousiasmée par sa capacité à se démultiplier électroniquement, est partie à la conquête des nouvelles technologies avec un succès tout à fait extraordinaire s'agissant de domaines n'ayant rien à voir avec les activités traditionnelles développées par leurs pères : la recherche génétique et la génétique appliquée (Decode Genetics), les médicaments génériques (Actavis), le business to business aéronautique (Aviation group), les nouvelles technologies appliquées à l'agro-alimentaire (Marel), les jeux vidéo en ligne (CCP-Games), les énergies renouvelables (Geysir), la finance internationale, l'immobilier, les prothèses médicales (Ossur), la plasturgie (Promens) etc.

Voici donc un tout petit pays s'élançant vers l'Europe continentale et choisissant comme bases opérationnelles l'Angleterre (premier partenaire depuis le ravitaillement des

troupes alliées en poissons pendant la seconde guerre mondiale), la France et les pays d'Europe du nord.

Près de 8.000 français travaillent pour des entreprises qui sont des filiales de sociétés islandaises (Labeyrie, Delpierre et Blini sont filiales d'Alfesca, Promens France, Actavis France, Gibaud filiale d'ossur, Cinquième Saison filiale de Bakkavor et autres sociétés industrielles ou de services).

Mais l'Islande devait faire face à son deuxième handicap pour le financement de son économie : la taille de sa population.

Comme les banques islandaises ne pouvaient assurer leurs financements aux entreprises par elles-mêmes sur les dépôts des foyers islandais, elles se sont très rapidement internationalisées pour accroître leur solvabilité. Elles ont ainsi ouvert des filiales en Angleterre, au Luxembourg, aux Pays-Bas et dans les pays nordiques.

Cela ne pouvait suffire puisque la croissance internationale d'une banque en dehors des frontières de son pays d'origine, est lente.

Les banques islandaises ont donc obtenu des refinancements de leurs engagements auprès des banques d'Europe continentale à la faveur de la liquidité du marché interbancaire que nous avons connue depuis dix ans.

Les financements accordées par les banques islandaises étaient en devises étrangères parce que liés aux contrats de refinancement sous-jacents accordés par les banques européennes (euro et franc suisse principalement).

D'autre part, les refinancements accordés étaient à court terme compte tenu de la jeunesse et de la solvabilité des banques islandaises ce qui entraînait pour celles-ci un décalage dans le temps entre les prêts accordés aux entreprises et aux particuliers à moyen et long terme et ces refinancements.

Ce mécanisme est traditionnel et fait partie de la vie des banques sur la scène internationale puisqu'un prêt à long terme peut être refinancé par une succession de prêts à court terme.

En d'autres termes, les banques islandaises ont fait leur métier de banque.

C'est alors que survient la faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008.

Cette faillite a engendré la défiance des banques les unes envers les autres et par voie de conséquence, l'assèchement du crédit interbancaire.

Ainsi, les banques islandaises se sont trouvées privées de tout refinancement et sans possibilité de faire appel à leur banque centrale, trop faible compte tenu de la taille de la population du pays.

Certaines administrations britanniques (collectivités territoriales, police, transports publics, etc.) avaient bénéficié de placements en couronnes islandaises offerts par les filiales des banques islandaises du Royaume-Uni car les taux d'intérêts servis par les placements en couronnes islandaises étaient à deux chiffres. Pour lutter contre l'inflation résultant de la surchauffe économique de l'Islande, sa banque centrale avait en

effet constamment augmenté ses taux comme l'auraient fait n'importe quelle autre banque centrale.

En spéculant ainsi, ces administrations britanniques pensaient beaucoup s'enrichir.

Du jour au lendemain après la faillite de Lehman Brothers et l'assèchement du crédit interbancaire, leurs avoirs se sont retrouvés paralysés.

Le premier ministre britannique s'est alors appuyé sur une récente loi antiterroriste de son pays, pour interdire les activités des banques islandaises sur son territoire et faire bloquer tous les transferts en provenance ou en direction de l'Islande (pourtant membre de l'OTAN).

Au malheur de l'Islande, l'Angleterre ajoutait la trahison d'une amitié cinquantenaire pourtant vantée jusque-là, brocardant l'Islande de la même manière que les états terroristes.

Cette même Angleterre fait désormais barrage à l'aide que pourrait apporter le FMI à l'Islande tant que son problème n'est pas résolu, poussant l'Islande à négocier un prêt que la Russie s'est empressée de lui proposer.

Le naufrage de toute l'économie islandaise que met ainsi en œuvre Londres dans un but parfaitement égocentré, dessert ses propres intérêts.

C'est en effet en desserrant l'étau sur l'Islande que l'Angleterre peut espérer trouver une solution à la représentation des fonds de ses administrations.

Pourtant cette logique suicidaire se poursuit et chaque jour perdu conduit inexorablement ce petit pays, ami de la France et futur membre de l'Union Européenne car déjà dans l'espace européen et l'espace Schengen, vers l'abîme.

Il faut donc mettre un terme à ce statu quo de toute urgence.

En dehors de tous les sentiments fraternels que la très sympathique population islandaise mérite, il s'agit d'un enjeu majeur pour l'Union Européenne aussi bien géostratégique qu'économique.

La Russie l'a bien compris. Le nord de l'Islande sera le passage obligé des pétroliers au fur et à mesure de la fonte des glaces du pôle.

En damant le pion à l'Union européenne, la Russie espère étendre sa sphère d'influence aux portes de l'Europe de l'Ouest et s'octroyer une position géographique de choix.

La faillite de l'Islande serait un symbole extraordinaire de défiance vis à vis de l'avenir, capable d'engendrer un nouveau cycle de peur sur les marchés financiers.

Elle devient déjà ce symbole car il n'est pas un média qui n'ait envoyé un reporter en Islande ces derniers temps.

La cessation des activités de ses entreprises aurait des répercussions sur l'emploi en Europe du nord, en Angleterre (25.000 salariés) et en France.

La perte des savoirs faire islandais pour l'Union Européenne serait une négation de son intelligence économique.

Emmanuel JACQUES

Président de la Chambre de Commerce Franco-Islandaise

Conseiller du Commerce Extérieur de la France

emmanuel-jacques@wanadoo.fr